



Diversité en Europe

■ *In varietate Concordia* (CE Bruxelles, 2000)



numéro 9 – diversité géopolitique

une infolettre éditée par l'Institut de Recherche et d'Information sur le Volontariat (iriv)- [www.iriv.net](http://www.iriv.net)

*« These strangers in a foreign World  
Protection asked of me-  
Befriend them, lest yourself in Heaven  
Be found a refugee »*

*« Ces Etrangères, en Monde inconnu  
Asile m'ont demandé  
Accueille-les, car Toi-même au Ciel  
Pourrait être une Réfugiée »*

**Emily Dickinson** (Quatrains II-2, 1864-65, Amherst, Massachusetts, Etats-Unis)  
traduction en français de **Claire Malroux** (NRF, Poésie/Gallimard, Paris, 2000)

**Directrice de la publication** : dr Bénédicte Halba, présidente de l'*iriv*, co-fondatrice du club de l'*iriv* à la Cité des Métiers (Paris)

© *iriv*, Paris, 11/ 2022

## Diversité géopolitique

L'Institut de Recherche et d'Information sur le Volontariat (Iriv) publie depuis septembre 2016 une Infolettre dédiée à la migration – « Regards Croisés sur la Migration ». Les premiers numéros (septembre 2016 - mars 2018) étaient consacrés à une comparaison entre Paris et Berlin avec des témoignages dans les deux capitales européennes.

Depuis novembre 2018, notre Infolettre s'intitule « Diversité en Europe ». Son objectif est d'aborder la question de la diversité – qui s'exprime dans la devise choisie depuis 2000 par l'Union européenne *In varietate Concordia* qui anticipait le plus grand élargissement de l'Union européenne passée de 15 à 25 membres en 2004.

Le premier numéro (novembre 2018) est axé sur la diversité à l'école avec Rotterdam (Pays-Bas) dont les habitants ayant des origines étrangères représentent plus de 70% de la population totale, un défi et une opportunité pour tester de nouvelles approches. Paris compte également dans ses écoles, et dans ses salles de classe, des élèves aux profils très divers.

Le deuxième numéro (mars 2019) est consacré à la diversité religieuse et culturelle, dédié à la communauté juive. Si les racines judéo-chrétiennes de l'Union européenne sont évidentes, la construction européenne est un projet séculier avec une identité culturelle ouverte à toutes les religions. Ce numéro propose une comparaison entre Paris et Thessalonique, des villes partageant une histoire tragique pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Le troisième numéro (novembre 2019) aborde la question du dialogue interreligieux avec des articles sur la Suisse et la France. Il est important dans des pays laïcs que la liberté religieuse soit respectée comme le droit de ne pas croire et de n'appartenir à aucune religion. Une approche républicaine a permis une paix civile depuis un siècle dans la plupart des sociétés européennes, à l'exception des deux guerres mondiales où les populations civiles se sont déchirées.

Le quatrième numéro (mars 2020) est dédié à l'éducation et au dialogue interconfessionnel dans des pays multiculturels. Un premier article analyse l'inclusion et la diversité aux États-Unis. Un deuxième article rappelle l'exemple de Sarajevo, modèle d'existence pacifique entre communautés religieuses.

Le cinquième numéro (novembre 2020) aborde la diversité en Méditerranée. Le premier article aborde la partie orientale de la région méditerranéenne, carrefour entre l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie. Le deuxième article évoque les stratégies contradictoires au Moyen-Orient et le rôle de l'Union européenne.

Le sixième numéro évoque la diversité artistique et l'éducation interculturelle. Le premier article présente le Mexique et la grande richesse de son artisanat. Le deuxième article aborde le dialogue interculturel et l'éducation interculturelle.

Le septième numéro illustre la diversité francophone. La diversité est au cœur de la Francophonie (premier article) qui a de multiples facettes, notamment littéraires (deuxième article).

Le huitième numéro est consacré à l'Ukraine en guerre. Il suggère une réflexion sur la diversité des apprentissages, la compétence et l'analyse d'expériences désagréables et conflictuelles qui permet de faire avancer les choses.

Ce neuvième numéro aborde la diversité diplomatique- la guerre est un aveu d'échec. Quand le dialogue a été rompu, les armes et la force s'expriment avec véhémence. On a assisté à une brutalisation des rapports entre Etats. Quel peut être le rôle de la Francophonie mais aussi celui du Renseignement, dans l'équation fragile qui permet de passer de la guerre « chaude », totale, à un cessez le feu, à défaut d'une véritable paix qui semble illusoire en des temps troublés dans un contexte géopolitique en plein bouleversement.

Bénédicte Halba, présidente de l'iriv  
Emmanuel Adjovi, docteur en droit

© iriv, Paris, 11/ 2022

## La Francophonie, une passerelle de dialogue géopolitique dans le nouveau monde

Depuis son déclenchement en février 2022 jusqu'à cette fin d'année, la guerre en Ukraine a profondément changé de nature. Les qualificatifs que les différents protagonistes lui donnent sont loin de la réalité. On entend des menaces de cobelligérance et même d'utilisation de la l'arme nucléaire. Ce qui pourrait signifier dans une logique d'enchaînement, l'anéantissement de l'espèce humaine sur la terre qu'elle a longtemps meurtrie. Dans le meilleur des cas, l'issue de la guerre préfigure soit une bipolarisation du monde, soit l'émergence d'un monde multipolaire. Il s'agira probablement d'une nouvelle guerre froide où les grandes puissances, préoccupées par leurs intérêts vont vouloir pousser tous les Etats du monde à entrer dans une logique de camps, donc une logique de séparation, de rivalité et de confrontation. Cette logique de blocs va générer des guerres par procuration (hybrides ou non) partout, et pas seulement dans le Sud.

Dans ce nouveau monde blocs multiples qui s'annonce, la Francophonie peut jouer un rôle de passerelle de dialogue géopolitique. Ce rôle consistera s'élever au-dessus des camps, à dépasser les rivalités politiques et géopolitiques pour se poser en une institution qui facilite le dialogue politique, la concertation et les règlements pacifiques des conflits entre des acteurs étatiques ayant des intérêts stratégiques opposés. En effet, en tant que représentante d'une des grandes aires linguistiques du monde, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) Francophonie a une triple dimension politique et culturelle et économique, qui peut lui permettre de remplir cet office. Lors de sa création en 1970, la Francophonie institutionnelle s'est affirmée comme une organisation de dialogue interculturel et de solidarité. A la faveur du Sommet de Beyrouth en 2002, elle a opéré un virage pour ajouter à son attribut culturel, une dimension politique et d'influence. Cette « troisième Francophonie », pour reprendre la formule des professeurs Phan et Guillou, confère à l'organisation de jouer un rôle diplomatique de premier plan dans un contexte mondiale devenu de plus en plus complexe. Car elle devenue « un espace de dialogue interculturel mondialisé, antidote pacifique à la confrontation des cultures qui s'amorce, lieu de mobilisation pour la paix, la sécurité ou encore de lutte pour la diversité et la préservation des biens communs de l'Humanité ». (1) Cette vision politique ne semble pas être partagée par tous les auteurs. Certains préfèrent s'en tenir à la dimension de défense de la diversité culturelle et linguistique. C'est le cas d'Hubert Védrine qui soutient que « l'OIF a trop prétendu se transformer en une sorte de sous-ONU. Avant d'être politique, ou économique, la francophonie doit être... linguistique et « décomplexée » (dixit Emmanuel Macron) » (2).

Cette approche ne semble pas prendre suffisamment en compte non seulement les implications géopolitiques de la dimension stratégique des enjeux culturels, mais aussi la définition que lui-même donne de la géopolitique. La culture est au cœur des recompositions économiques contemporaines, ont rappelé, à juste titre, Jean Tardif et Joëlle Farchy qui proposent d'inclure « les enjeux géoculturels sur le même pied que les enjeux géopolitiques et géoéconomiques, dans la gouvernance mondiale que le système international actuel ne suffit plus à assurer » (3)

Il s'agit d'abord de faire « le choix explicitement assumé et affirmé du pluralisme culturel » mondial comme projet politique. Ce qui revient à affirmer et promouvoir le droit à la différence et la reconnaissance de l'existence de « modernités multiples » (Samuel Eisenstadt) ou d'« universalisme pluriel » (4). Il s'agit donc « d'apporter une réponse appropriée à la question du vivre ensemble à l'échelle planétaire, de maîtriser la composante culturelle des rapports de pouvoir et de corriger les déséquilibres excessifs des flux culturels ». (5) Cela exige la mise en place de dispositif et de politiques publiques internationales favorisant l'échange équitable De même, selon Hubert Védrine, la géopolitique « consiste tout simplement en l'étude des interactions entre la géographie, l'histoire et la politique internationale ». Or dans les interactions entre les sociétés étatiques contemporaines, dans leur perpétuelle « lutte pour la vie », la culture joue un rôle crucial à l'ère des médias planétaires comme Internet et les réseaux sociaux. « La culture et l'art – les cultures et les arts –, sont des déterminants géopolitiques au même titre que les modes d'exploitation agricole, les ressources minières, l'aménagement du territoire ou les systèmes sociaux » (6). C'est dire qu'en tant qu'acteur géoculturel majeur du monde, la Francophonie ne peut échapper aux enjeux et défis de la géopolitique post-Ukraine

Dans cet exercice, il lui faudra faire preuve d'imagination pour ne pas reproduire le modèle de l'ONU. Il ne s'agira donc pas d'une « sous » ou d'une « petite ONU ». Le travail de la Francophonie d'influence sera d'utiliser politiquement l'outil de dialogue des cultures pour mettre en valeur les interdépendances et les fragilités des Etats et des peuples sous l'égide de la mondialisation. D'une part, du point de vue de la gouvernance, il conviendra de sortir du schéma intergouvernemental pour adopter le principe multipartite ou multi-acteurs qui consiste à établir un mécanisme de gouvernance dans lequel œuvrent à la fois des acteurs étatiques et des représentants de la société civile, du secteur privé et du monde académique. Il en découle des modes de délibération non fondés sur la puissance des Etats, mais sur la recherche de collaboration ou de coopération. D'autre part, au milieu des jeux de puissance, la Francophonie peut se positionner comme une actrice géoculturelle qui favorise l'intensification des dialogues et des échanges culturels de façon à contribuer à l'apaisement des relations internationales. Pour surmonter la concurrence et la rivalité des Etats, la Francophonie pourrait manœuvrer pour amener les acteurs appartenant officiellement à des blocs opposés à travailler ensemble à la préservation des biens communs de l'humanité. Dans la mise œuvre de cette diplomatie culturelle, elle pourra s'appuyer, à cet effet, sur la diversité de sa composition. Elle regroupe, en effet, 88 Etats et gouvernements membres provenant de tous les continents et partant au-delà de la langue française de nombreux biens communs dont la paix

Emmanuel Adjovi, docteur en droit, Paris, 11 / 2022

## Diversité de l'Intelligence -où sont passés les *master minds* ?

L'année 2022 a été émaillée de signaux très préoccupants pour les démocraties. En Europe, la guerre a éclaté en Ukraine, attaquée par la Russie qui se préparait depuis huit ans (annexion de la Crimée en 2014) ; des partis politiques extrémistes sont aux portes du pouvoir dans plusieurs pays européens (France, Suède, Italie...) ; les Balkans restent une poudrière (menace serbe en Bosnie). En Amérique latine, le bolsonarisme continue de sévir au Brésil ; Nicolas Maduro est toujours au pouvoir dans un Venezuela, exsangue...L'Afrique est la cible du djihadisme qui se déploie en même temps que les mercenaires, les « chiens de guerre » de l'organisation russe Wagner quand ses richesses ne sont pas accaparées par la Chine qui continue de tisser sa toile. En Asie, les Marcos sont de retour aux Philippines, la junte militaire est toute puissante en Birmanie et peut continuer à persécuter les Rohingyas. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. (1).

Face à ces offensives répétées contre la démocratie, les pays démocratiques, occidentaux, sont rassurés : ils peuvent compter sur des services de renseignement performants, avec des agents recrutés parmi les meilleurs, des « *master minds* », animés par l'intérêt général, la défense des valeurs occidentales d'universalisme, de solidarité, de fraternité, de défense des opprimés... Pourtant le doute s'est installé (2). Que faisaient les « *master minds* » en Afghanistan ? Ils ne semblent pas avoir prévu la chute du gouvernement afghan et du régime soutenu depuis vingt ans par les Alliés, surtout américains. Les Talibans ont repris sans mal le pouvoir, semant la panique dans une population qui pouvait s'attendre au pire, qui est en train d'advenir (3). En Europe, les « *master minds* » notamment français n'ont pas non plus prévu l'attaque russe de février 2022, ce qui a entraîné le limogeage du responsable du renseignement militaire français. Les services américains ont sauvé l'honneur en informant heure par heure le monde entier sur l'avancement des troupes russes, déconcertées par une transparence à laquelle elles ne sont pas habituées. Ce sont finalement les services ukrainiens qui sont les plus surprenants, multipliant les coups d'éclat contre Poutine et ses sbires qui encaissent les revers et se décrédibilisent de plus en plus aux yeux du monde. Les services américains n'ont pas été prévenus des derniers coups d'éclat ukrainiens (attentat meurtrier contre une figure russe soutenant Poutine ou contre le pont de Kertch en Crimée en octobre 2022...). La Cyberguerre est le terrain de prédilection des services ukrainiens qui font des merveilles, harcelant depuis le début du conflit l'agresseur russe (administrations, entreprises...) dont c'était pourtant la spécialité (4).

Le renseignement des Alliés, même les services les plus prestigieux, aurait-il du plomb dans l'aile ? Serait-il miné par des luttes intestines et fratricides, des querelles de pouvoir, qui voient sévir des clans aux méthodes douteuses, plus animés par des manigances d'alcôves et autres coups bas, que par l'intérêt général ? Jean-Paul Sartre conseillait de ne pas « désespérer Billancourt » quand les intellectuels « compagnons de route de l'URSS » ont commencé à connaître le vrai visage du stalinisme (5). Doit-on aussi taire les erreurs et les errements du renseignement allié ?

Dans le passé, des affaires ont éclaté au plus haut niveau la police en France. Des « superflics » dont on ne pouvait pas douter ni des compétences, ni des faits d'armes, ont été entraînés dans de sombres affaires indignes du service public qu'ils étaient sensé servir. Le grand gangstérisme pouvait dormir tranquille et les voyous comptaient les points - les policiers étaient occupés à piéger leurs propres confrères. Les services les plus prestigieux de la police se sont déconsidérés auprès de la population mais surtout des voyous, qu'ils auraient dû impressionner par leur intégrité, leur efficacité à les confondre et à les envoyer où étaient leur place, la prison (6).

Le même processus se produit-il dans le renseignement allié ? On est en droit de s'interroger sur l'efficacité mais surtout sur l'esprit des services. Les meilleurs des agents semblent affectés aux zones de conflit, aux pays les plus à risques. Ces vrais « *master minds* » bâtissent la « légende » de leurs services et participent à la « storytelling » d'espions hors du commun qui réussissent des coups formidables, grandissent les démocraties et rassurent les citoyens (7). Mais combien sont-ils ? Et les autres agents, les « planqués » de l'arrière qui harcèlent des « cibles », qui ne sont ni des terroristes ni des gangsters, à qui rendent-ils des comptes ? L'argent public ne serait-il pas mieux employé à combattre les vrais ennemis des démocraties, les véritables « esprits criminels » - terroristes, gangsters et autres malfaisants ?

Une des principales missions des services de renseignement dans les pays démocratiques, en plus de déjouer les complots des terroristes, est de construire une image positive, convaincante, des démocraties pour que les opinions publiques les soutiennent dans leurs propres pays mais aussi dans les régimes autoritaires où les populations sont les premières victimes des dictatures. La crédibilité et la confiance se construisent sur l'image que les opinions ont des services de renseignement- pour que des citoyens puissent le cas échéant partager des informations sensibles ou parfois, pour certains profils, rejoindre les rangs des services, quand leur expérience et leurs compétences diverses et spécifiques peuvent être utiles.

A quoi bon dépenser des budgets faramineux en communication- dans des séries à grand public ou des films hollywoodiens, quand la bassesse et la petitesse des agissements de certains services déconsidèrent le renseignement tout entier ? Le meilleur des *soft power*, le plus efficace, est l'action des agents sur le terrain, pas dans les zones de conflit auxquelles peu de gens ont accès. On observe leur travail au quotidien. Quand des citoyens qui n'ont rien demandé se trouvent confrontés à la bêtise et la malveillance, alors qu'ils s'attendaient, pauvres naïfs, à l'intelligence en action, le doute s'installe. La diversité des profils est une force pour le renseignement quand elle est respectée et mise en valeur, pas quand elle est instrumentalisée et bafouée par de petits esprits stupides et malveillants.

©dr Bénédicte Halba, iriv, Paris, 11 / 2022

## Bibliographie

### Article écrit par Emmanuel Adjovi

- (1) Trang Phan et Michel Guillou, Francophonie et mondialisation, Tome 1 : Histoire et institutions des origines à nos jours, Editions Bélin, 2011, p. 251
- (2) Hubert Védrine, Le dictionnaire amoureux de la géopolitique, Plon Fayard, 2021, p. 189
- (3) Pierre Hassne cité par Jean Tardif et Joëlle Farchy, Les enjeux de la mondialisation culturelle, Editions Hors Commerce, 2006
- (4) Samuel Eisenstadt et Pierre Hassner cités dans Jean Tardif et Joëlle Farchy, op.cit., pp. 301-302
- (5) Jean Tardif et Joëlle Farchy, op.cit., p. 324
- (6) Brune Nassim Aboudrar, François Mairesse et Laurent Martin, Géopolitiques de la culture. L'artiste, le diplomate et l'entrepreneur, Armand Colin, 2021, p. 4

### Article écrit par Bénédicte Halba

- (1) Aldous Huxley (1932), « Le meilleur des mondes » Londres : Chatto & Windus
- (2) Cette interrogation existe depuis la création des services de renseignement modernes comme le souligne le journaliste Jacques Follorou avec une question : « Les espions font-ils l'histoire ? », Le Monde, 8 novembre 2022 ; note de lecture d'un ouvrage publié sur le renseignement français J-F Clair, M. Guerin & R. Nart « La DST sur le front de la guerre froide », Paris : Mareuil éditions.
- (3) Claire Billet, « Afghanistan, le prix de la paix », Documentaire, France 5 ,
- (4) Emission spéciale « C plus clair », de Caroline Roux ; France 5 , septembre 2022
- (5) Intellectuel et militant français, soutien du PCF et des syndicats lors de la grève à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, dans les années 1950
- (6) Plusieurs films ont illustré des épisodes de cette guerre des polices au plus haut niveau - notamment dans les années 1970 pour arrêter l'ennemi public numéro 1, Jacques Mesrine, qui a opposé deux commissaires divisionnaires ; plus tard, une autre guerre des polices a été racontée par l'ancien policier Olivier Marchal en 2004 dans son film « 36 Quai des Orfèvres » opposant le patron de la BRI et celui de la BRB pour arrêter un gang,
- (7) Ben Affleck « Argo », 2012, Etats-Unis ; retraçant l sauvetage des otages américains retenus à l'ambassade de Téhéran après l'arrivée des Mollahs au pouvoir en 1979 violemment opposés aux Etats-Unis